

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 06/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TIMAC AGRO SA

Route de la Barre
BP n 50
40220 Tarnos

Références :
Code AIOT : 0005201996

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement TIMAC AGRO SA implanté Route de la Barre 40220 Tarnos. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, plusieurs dossiers de modification des installations ont été transmis depuis 2017. Dans le cadre de l'action pluriannuelle de résorption du passif - modalités de gestion du passif des dossiers sans enquête publique (DOSEP) prévue par la note régionale du 16 juin 2025 - une visite d'inspection a été réalisée le 25 novembre 2025 afin de vérifier les impacts sur les dispositions réglementaires induits par les modifications.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TIMAC AGRO SA
- Route de la Barre 40220 Tarnos

- Code AIOT : 0005201996
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Par arrêté préfectoral n°2010/278 du 21 mai 2010, la société TIMAC AGRO est autorisée à exploiter une installation de fabrication d'engrais à base principalement de phosphates sur la commune de Tarnos.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
2	Installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 1.2.1	Sans objet
3	Réseaux de collecte	Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 4.2.2.3	Sans objet
4	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 3.2	Sans objet
5	Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance	Arrêté Ministériel du 21/05/2010, article 9.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter s'avère nécessaire afin d'acter les différentes modifications non substantielles apportées aux installations depuis 2010.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/01/2020, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
Constats : <p>L'inspection du 25 novembre 2025 a été réalisée dans le cadre de l'action régionale pluriannuelle de résorption du passif des porter à connaissance transmis par l'exploitant via l'application GUN :</p> <ul style="list-style-type: none">• étude hydraulique transmise le 30/11/2016, actualisée en avril 2020 ;• un porter à connaissance de mai 2025 concernant une modification des dispositifs de filtration des poussières ;• porter à connaissance du 28 août 2025 concernant le stockage de solides comburant soumis au régime de la déclaration ;• un porter à connaissance de décembre 2025 faisant le récolement des prescriptions de l'arrêté et des déclarations d'antériorité transmis à la suite de modifications de la nomenclature des ICPE. <p>Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 mai 2010 s'avère nécessaire pour acter les modifications apportées aux installations.</p> <p>Des demandes de compléments sont formulées dans le présent rapport.</p> <p>Un rapport d'instruction sera transmis à l'issue de l'instruction de ces dossiers.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, installations autorisées			
Prescription contrôlée : La société TIMAC AGRO, dont le siège social se trouve Route de la Barre 40 220Tarnos est autorisée sous réserve du respect des prescriptions relatives aux arrêtés encadrant ses activités, à exploiter sur la commune de Tarnos, Route de la Barre 40 220Tarnos, les installations suivantes dans son établissement de fabrication d'engrais à base principalement de phosphates :			
Rubrique	Description	Capacité	Régime
2515-1.a	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2.</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>	Puissance installée : 4 312 kW	Enregistrement
2910-A.1	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du bio-méthane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique</p>	Puissance thermique : 26,27 MW	Enregistrement

	2781-1, si la puissance thermique nominale est : 1. Supérieure ou égale à 20 MW mais inférieure à 50 MW		
2516-1	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents, la capacité de transit étant : 2. Supérieure à 25 000 m ³	Produits finis 50 000 m ³ maxi	Enregistrement
1978-8	Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des : 8. Autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/an (1) Quantité totale de solvants(1) organiques utilisée dans une installation par année, moins les composés organiques volatils récupérés en vue de leur réutilisation		Déclaration Contrôlée
1630-1	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant 1. Supérieure à 250 t	50 t	Non Classée
1434.1.b	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h	1 m ³ /h	Non Classée

Constats :

Le tableau de classement de l'établissement a été mis à jour par arrêté préfectoral du 21 juillet 2020 qui a modifié l'article 1.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 21 mai 2010.

Un point a été fait lors de l'inspection sur les différentes activités exercées sur le site.

Les rubriques de la nomenclature pour lesquelles l'établissement est susceptible d'être soumis sont les suivantes, au regard du porter à connaissance (PAC) - version 2 du 12 novembre 2025 - et des éléments évoqués en inspection :

- Rubrique 3430 : cette rubrique concerne la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'engrais à base de phosphore, d'azote ou de potassium. L'équipement servant à la fabrication de superphosphate est concerné par cette rubrique, pour une capacité de 70 000 tonnes / an. L'arrêté d'autorisation d'exploiter du 21 mai 2010 vise la rubrique 2610 (fabrication d'engrais simples ou composés à base de P, N ou K, la production annuelle maximum étant de 260 000 tonnes / ans). Cette rubrique 2610 a été supprimée par le décret 2014-285 du 03 mars 2014. Parmi les 260 000 tonnes d'engrais autorisés en 2010, l'usine de Tarnos produit 70 000 tonnes de superphosphates dont la fabrication relève désormais de la rubrique 3430.

Or, la rubrique 3430 n'est pas visée par l'arrêté complémentaire du 21/07/2020 qui a modifié l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 mai 2010.

- Rubrique 2910 : cette rubrique concernant les installations de combustion a été modifiée en date du 3 août 2018 (décret n° 2018-704) avec la suppression du régime de l'autorisation. Le site est désormais soumis à enregistrement pour cette rubrique.

La puissance thermique installée a été modifiée de façon non substantielle (la puissance autorisée est passée de 26,27 MW à 22,9 MW). Le site est soumis à cette rubrique pour :

- x Une chaudière bois biomasse de 2006 Biocham d'une puissance nominale de 11,6 MW. Les gaz de combustion de cette chaudière sont utilisés pour sécher la matière première utilisée dans le processus de fabrication des engrais. La vapeur peut être valorisée. Cette installation dispose aussi d'un by-pass permettant les rejets directs des gaz de combustion de la chaudière biomasse par la cheminée sans passer par le séchoir ;
- x Une chaudière gaz de 2004 Babcock d'une puissance nominale de 3,3 MW utilisée pour produire de la vapeur ;
- x Un brûleur gaz d'une puissance nominale de 8 MW. Cette installation est utilisée en secours à la chaudière biomasse pour produire les gaz de combustion nécessaires au processus de fabrication des engrais. Elle ne dispose pas de by-pass.

Soit une puissance thermique totale de 22,9 MW. Le classement du brûleur gaz de 8 MW doit être réinterrogé dans le cadre d'application de la note sur le séchoir (voir explication *infra*). Dans la mesure où ce brûleur est utilisé en secours en cas d'indisponibilité de la chaudière biomasse, sa puissance ne serait pas à intégrer dans le calcul de la rubrique 2910 qui prend en compte la somme des puissances thermiques des appareils de combustion pouvant fonctionner simultanément (puissance totale de 11,6 MW pour le cas d'utilisation de la chaudière biomasse en situation de by-pass additionnée des 3,3 MW de la chaudière gaz, soit une puissance totale prévisionnelle de 14,9 MW à considérer dans la rubrique 2910).

La diminution de la puissance thermique installée s'explique par le remplacement de certains équipements :

- x La chaudière gaz pour le chauffage a été supprimée et remplacée par une pompe à chaleur (PAC) ;

x Une chaudière eau de douche (Vestiaires) a été supprimée et remplacée par une PAC.

- Rubrique 2516 : cette rubrique, qui concerne le transit de produit minéraux pulvérulents non ensachés (matières premières) pour un volume de 56 000 m³ dans le courrier du 16 janvier 2016, reste soumise à enregistrement. Or le volume de 50 000 m³ visé à l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 mai 2010 modifié par l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21/07/2020 ne correspond pas au volume exploité, autorisé en 2010 de 56 000 m³. La modification consistant à autoriser à nouveau un volume de 56 000 m³ n'est pas substantielle.
- Rubrique 2517 : cette rubrique, concerne le transit de produit minéraux non dangereux inertes (produits finis) pour une surface de 20 000 m³. Le site est soumis à enregistrement pour cette rubrique.
Or, cette rubrique n'est pas visée par l'arrêté complémentaire du 21/07/2020 qui a modifié l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 mai 2010, alors qu'elle était visée par l'arrêté préfectoral du 21 mai 2010 (régime de l'autorisation pour un volume de 50 000 m³).
- Rubrique 1434 : cette rubrique concerne le remplissage des engins du site avec du Gasoil non routier pour un volume de 1 m³/h. Le site était soumis à déclaration, il est à présent non soumis.
- Rubrique 1532 : cette rubrique concerne le stockage du bois biomasse utilisé pour la chaudière biomasse du site et pour un volume calculé de 3 245 m³. Le site est soumis à déclaration pour cette rubrique.
Or, cette rubrique n'est pas visée par l'arrêté complémentaire du 21/07/2020 qui a modifié l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 mai 2010, alors qu'elle était visée par l'arrêté du 21 mai 2010 (régime de la déclaration au titre de la rubrique 1530 – dépôt de bois : biomasse chaudière 2 625 m³ et palettes 620 m³).
- Rubrique 4440 : cette rubrique concerne le stockage de solides comburants de catégorie 1, 2 ou 3. TIMAC AGRO a déclaré le 19 septembre 2025 le stockage de 4 tonnes de permanganate de potassium, soumis à déclaration, utilisé dans l'installation de lavage et de désodorisation des gaz. Il s'agit d'une modification non substantielle des installations.
- Rubrique 4510 : cette rubrique concerne le stockage de produits toxiques pour l'environnement. Pour le site cela concerne 70 tonnes de matières premières sous forme d'oligo-éléments dont l'oxyde de zinc et le sulfate de cuivre et depuis 2025 le permanganate de potassium. Le site est soumis à déclaration avec contrôle pour cette rubrique.
Cette rubrique n'est pas visée par l'arrêté complémentaire du 21/07/2020 qui a modifié l'article 1.2.1 de l'arrêté du 21 mai 2010. Il s'agit modification non substantielle des installations.
- Rubrique 4719 : cette rubrique concerne le stockage d'acétylène utilisé en maintenance sur site pour une quantité inférieure à 250 kg. Le site reste non classé pour cette rubrique.
- Rubrique 1630 : cette rubrique concerne le stockage de soude pour une quantité stockée de 50 tonnes et qui concerne le porté à connaissance du 19 mai 2020. Le site reste non classé pour cette rubrique.

- Rubrique 1978 : cette rubrique concerne l'utilisation de solvant organique. La rubrique 1978-8 concerne les autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques, de textiles, de feuilles et de papier, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 5 t/ an.
Timac Agro n'utilise pas de solvant organique, cette rubrique est à supprimer car non justifiée dans l'arrêté préfectoral du 21/07/2020.

Une mise à jour des rubriques de classement de l'établissement est à proposer afin d'acter les évolutions.

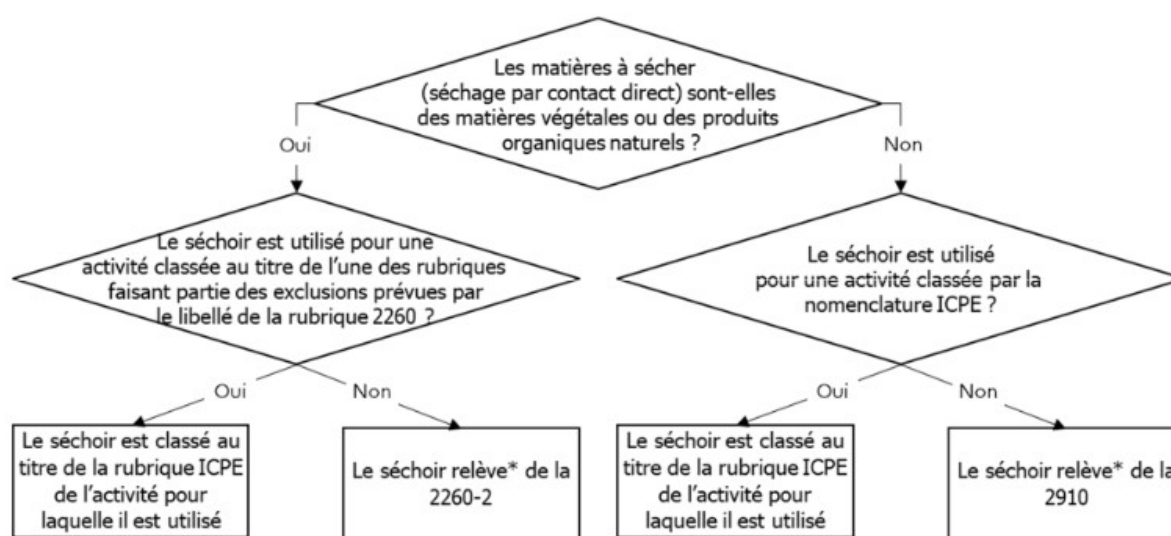
Éléments sur le classement au titre de la rubrique 2910 :

Les gaz de combustion de la chaudière biomasse et du brûleur gaz sont intégralement dirigés, après dilution avec de l'air ambiant pour abaisser leur température, vers le séchoir 1. Dans ce cas la rubrique 2910 n'est pas à considérer. En revanche, dans le cas de by-pass du séchoir par la chaudière biomasse ou du brûleur gaz, la rubrique 2910 est à considérer.

La note d'interprétation relative au classement ICPE des séchoirs (<https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2023-09/IR%202023%20Note%20interpr%C3%A9tation%20classement%20s%C3%A9choirs.pdf>), précise : si gaz de combustion sont introduits directement dans la masse de matières à sécher, les gaz chauds de combustion sont, dans ce cas, utilisés afin de sécher les matières par contact direct (mélange entre les matières à sécher et les gaz de combustion).

La note d'interprétation prévoit alors que le séchoir doit être classé au titre de la rubrique ICPE de l'activité pour laquelle il est utilisé. En revanche en cas d'utilisation de la chaudière biomasse seule sans passage des gaz de combustion par le séchoir, la rubrique 2910 serait à considérer.

Lorsqu'un séchoir est utilisé successivement pour plusieurs matières différentes, alors le séchoir relèvera des différentes rubriques de classement ICPE des activités concernées. Il pourra être classé sous plusieurs rubriques différentes. C'est le cas de la chaudière biomasse dont la vapeur est valorisée d'après les éléments recueillis auprès de l'exploitant.



Logigramme 1 : Principe de classement ICPE des séchoirs

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant propose une mise à jour du tableau de classement des activités exercées sur le site au regard de la nomenclature des ICPE.

L'exploitant confirme en faisant une revue des installations en place, le régime de classement de la chaudière biomasse et du brûleur gaz au regard de la note d'interprétation relative au classement ICPE des séchoirs. Il confirme le classement 2910 sur site (puissance prévisionnelle de 14,9 MW pour le cas d'utilisation chaudière biomasse seule+chaudière gaz naturel) et le classement en 3430 pour la configuration chaudière biomasse+séchoir et pour la configuration brûleur gaz de secours+séchoir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Réseaux de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 4.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales susceptibles d'être souillées
Prescription contrôlée : La gestion des eaux pluviales de l'établissement s'organise en 3 zones (cf plan ci-annexé). Les eaux issues des zones 1 et 2 (35 000 m ² + 13 500 m ²) sont recueillies par un collecteur et transiteront par un débourbeur - séparateur d'hydrocarbures et par un bassin de 470 m ³ avant rejet au milieu naturel. Les eaux issues de la zone 3 (30 000 m ²) seront collectées par un réseau interne dont l'exutoire sera constitué d'un bassin de retenue d'une capacité de 1 040 m ³ après transit dans un débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Ces eaux seront ensuite infiltrées dans un bassin de 380 m ³ .
Constats : Les aménagements prévus à l'article 4.2.2.3 devaient être réalisés au plus tard le 31/12/11. L'exploitant a fait réaliser en 2017 une étude hydraulique afin de prévoir un aménagement du site plus cohérent avec les pentes naturelles et une meilleure gestion des eaux pluviales. Le principe de cette étude est de prévoir une séparation stricte des eaux pluviales propres et des eaux pluviales souillées par lessivage des engrais présents sur le site. L'exploitant a été mis en demeure en septembre 2019 de respecter le calendrier des travaux d'aménagements décrits dans l'étude hydraulique. Cet arrêté de mise en demeure a été levée à la suite d'une visite d'inspection en date du 28 octobre 2022. Le site est partagé en 3 zones : <ul style="list-style-type: none">• Zone 1 (stockage de produits finis) et Zone 3 (stockage big-bags) : Les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées de ces deux zones sont rejetées directement dans l'Adour ou sont infiltrés, après passage dans des décanteurs - séparateurs d'hydrocarbures ;• Zone 2 (zone de fabrication) : Les eaux industrielles issues de l'installation de dépoussiérage d'air, sont renvoyées dans le process via des bassins non couverts. Les modifications apportées aux réseaux de collecte des eaux industrielles et des eaux pluviales permettent de recycler entièrement les eaux industrielles. Seules des eaux pluviales sont rejetées dans l'Adour ou sont infiltrées. Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté d'autorisation est nécessaire afin d'acter ces modifications. Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un plan à jour des réseaux d'eaux du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2010, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de rejet

Prescription contrôlée : Chapitre 3.2 conditions de rejet**Article 3.2.1**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.

Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manche, ...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets.

L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetées dans les conduits ou prises d'air avoisinant.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée.

Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 3.2.2. Conduits et installations raccordées

N° de conduit	Installations raccordées	Nature des effluents	Caractéristiques
Extracteur 125	Transfert et stockage phosphate broyé trémie 123	Poussières minérales	Filtre sec (cyclone et filtre à manches)
Extracteur 225	Broyage	Poussières minérales	Filtre sec (cyclone + filtre à manches)
Extracteur 334	Cave à superphosphates	Poussières minérales NOx SO ₂ HF NH ₃	Lavage des gaz
Extracteur 331	Sécheurs 1 et 2 + lit fluidisé	Poussières minérales et métalliques NOx SO ₂ HF NH ₃	Cyclone + Lavage des gaz

Extracteur 337	Granulation	Poussières minérales	Filtre sec (filtre à manches)
Extracteur 490	Ensachage	Poussières minérales	Filtre sec (filtre à manches)

Article 3.2.3. Conditions générales de rejet

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en m ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
Extracteur 125	25	0.6	12 000	8
Extracteur 225	25	0.6	9 000	8
Extracteur 334	25	0.8	30 000	8
Extracteur 331	29	1.8	200 000	8
Extracteur 337	25	1.25	80 000	8
Extracteur 490	10	0.6	15 000	8

Le débit des effluents gazeux est exprimé en m³/h rapporté à des conditions normales de température (273 °K) et de pression (101.3 kPa) sur gaz sec.

Au plus tard un an après la notification du présent arrêté, les cheminées seront conformes aux caractéristiques énoncées dans le tableau ci-dessus.

Article 3.2.4. Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Les rejets issus des conduits susvisés doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration :

Concentration en mg/Nm ³	Extracteur 125	Extracteur 225	Extracteur 334	Extracteur 331	Extracteur 337	Extracteur 490
Poussières	10	10	25	25	10	10
NOx	-	-	500	500	-	-
SO ₂	-	-	300	300	-	-
HF	-	-	5	5	-	-
NH ₃	-	-	30	30	-	-

Article 3.2.5. Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Flux en kg/h	Extracteur 125	Extracteur 225	Extracteur 334	Extracteur 331	Extracteur 337	Extracteur 490
Poussières	0.120	0.09	0.75	5	0.8	0.15
NOx	-	-	15	100	-	-
SO ₂	-	-	9	60	-	-
HF	-	-	0.15	1	-	-
NH ₃	-	-	0.9	6	-	-

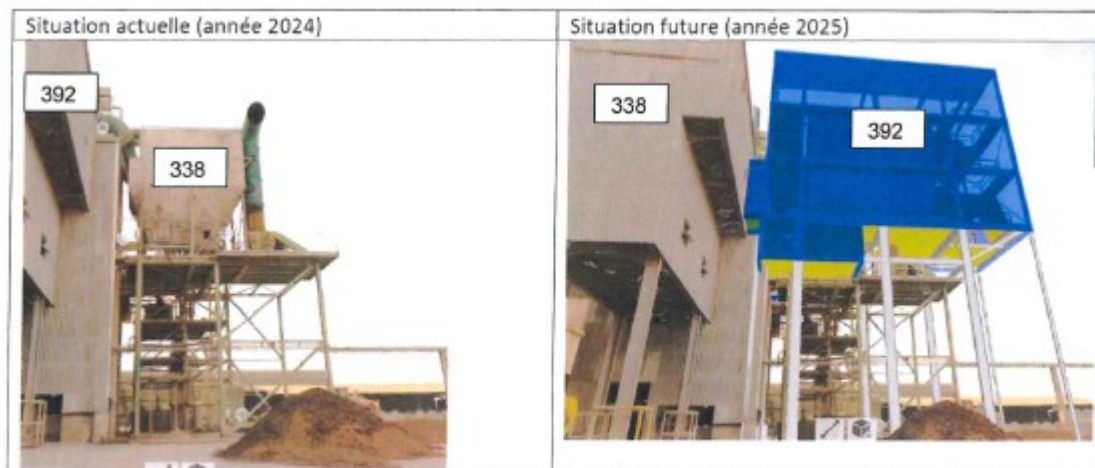
Constats :

En application de l'article L.181-14 du code de l'environnement, un projet de modification des systèmes de dépoussiérage de l'atelier de granulation a été porté à la connaissance du préfet le 12 mars 2025.

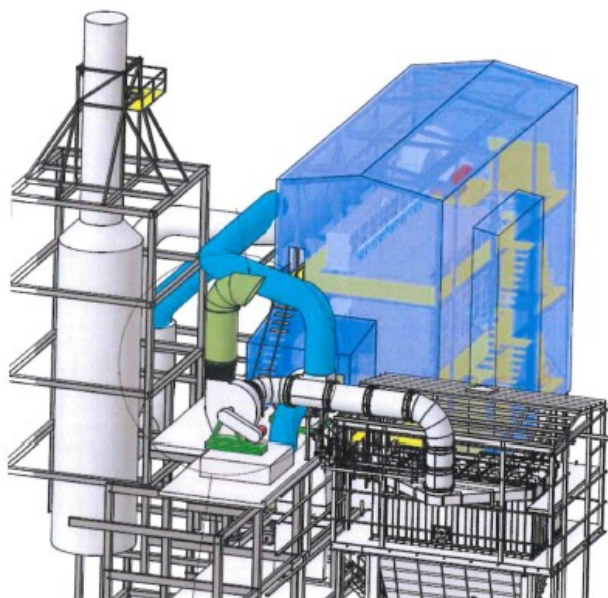
Le projet consiste à modifier les systèmes de filtration des installations d'assainissement de l'atelier

de granulation, afin de rééquilibrer les flux :

- remplacement du filtre n°338 d'assainissement par le filtre n° 392 actuellement utilisé dans le procédé de fabrication (sécheur 1 + lit fluidisé) ;
- remplacement du filtre n° 392 par un nouveau filtre en sortie du sécheur à l'emplacement actuel du filtre n° 338 ;
- mise en service d'un nouveau filtre n° 891 pour améliorer le système de filtration de l'atelier de granulation, dédié au dépoussiérage es tapis 340 et 341 .



VUES ET POSITIONNEMENT DES CHEMINEES 338 ET 392



Les conduits et installations raccordés aux canalisations de rejets n° 338 et n° 392 sont réglementés par les dispositions des articles 3.2.1 à 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 21 mai 2010.

Les rejets atmosphériques des installations raccordées aux conduits n° 891 et « Chaudière 275 » ne

sont actuellement pas réglementés.

Les modifications apportées aux dispositions des articles 3.2.2 à 3.2.5, présentées dans le PAC de novembre 2025, sont surlignées en jaune :

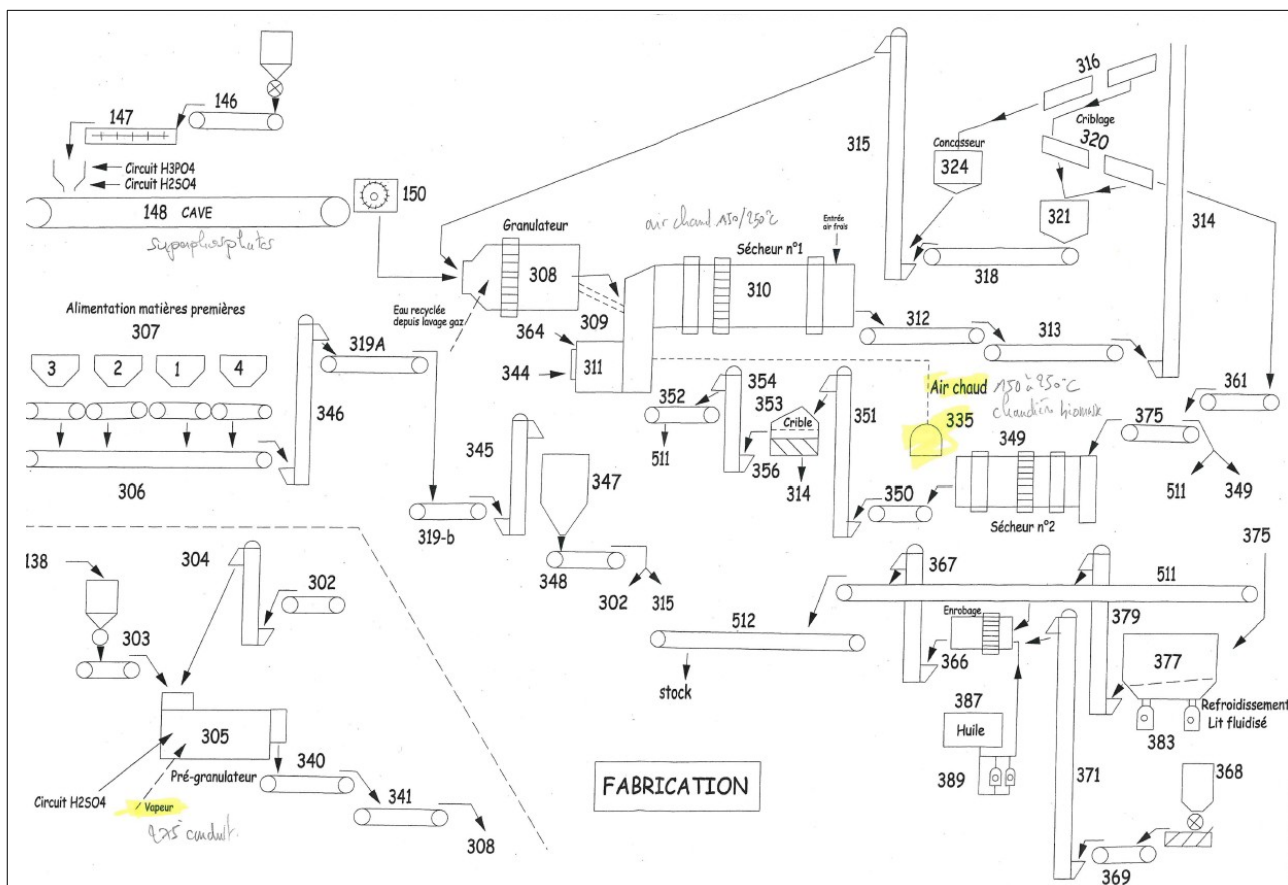
Article 3.2.2.

N° de conduit	Installations raccordées	Nature des effluents	Caractéristiques
Extracteur 125	Transfert et stockage phosphate broyé trémie 123	Poussières minérales	Filtre sec (cyclone et filtre à manches)
Extracteur 225	Broyage	Poussières minérales	Filtre sec (cyclone + filtre à manches)
Chaudière 275	Chaudière gaz Vapeur	Poussières Minérales NOx SO ₂	Chaudière 275
Extracteur 334	Cave à superphosphates	Poussières Minérales NOx SO ₂ HF NH ₃	Lavage des gaz
Extracteur 331	Sécheur 1+2 lit fluidisé alimenté par la chaudière biomasse ou par le brûleur de secours	Poussières Minérales et métalliques NOx SO ₂ HF NH ₃	Filtre à manche 392 + Lavage humide des gaz
Extracteur 337	Granulation	Poussières Minérales	Filtre sec (filtre à manches 338)
Extracteur 490	Ensachage	Poussières Minérales	Filtre sec (filtre à manches)
Extracteur 891	Assainissement Granulation	Poussières Minérales	Filtre sec (filtre à manches 891)

Les émissaires concernés par les dispositions réglementaires relatives à la rubrique 2910 seraient donc :

- émissaire « chaudière 275 » qui est raccordé à la chaudière gaz de 2004 ;
- émissaire « extracteur 331 » qui est raccordé à la chaudière biomasse lorsqu'elle fonctionne seule sans passage par le séchoir.

La cave à superphosphates (émissaire « extracteur 334 ») relève de la rubrique 3430. Elle n'est plus interconnectée avec les installations de production d'engrais sans transformation chimique ou biologique.



synoptiques du DDAE de 2010

Cette installation est réglementée par les MTD et les dispositions de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les rejets issus des installations de broyage, concassage, criblage, ensachage des produits minéraux relevant de la rubrique 2515-1-a sont réglementés par les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les émissaires concernés sont les extracteurs 125, 225, 337, 490 et 891. En tant qu'installations amont de la production d'engrais (activité IED sous la rubrique 34130), le BREF LVIC-AAF – Chimie inorganique, ammoniac, acides et engrais d'août 2007 est applicable à tout ou partie de ces émissaires, il convient d'en faire l'analyse pour définir les valeurs limites applicables les plus contraignantes.

Une analyse, par l'exploitant, permettant de confirmer les dispositions réglementaires applicables aux différentes installations et émissaires s'avère nécessaire.

Article 3.2.3

Les modifications apportées aux dispositions de l'article 3.2.2, présentées dans le PAC de novembre 2025, sont surlignées en jaune :

N° de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en m ³ /h	Vitesse minimale d'éjection en m/s
---------------	--------------	---------------	------------------------------------	------------------------------------

Extracteur 125	25	0.6	12 000	8
Extracteur 225	25	0.6	9 000	8
Chaudière 275	8	0.5 x 0.8	3 500	5
Extracteur 334	25	0.8	30 000	8
Extracteur 331	36,5	1.8	200 000	8
Extracteur 337	26,5	1,25	80 000	8
Extracteur 490	10	0.6	15 000	8
Extracteur 891	16	0,8	14 000	8

Ce tableau n'appelle pas d'observation particulière à ce stade de l'examen du PAC.

Article 3.2.4

Les modifications apportées aux dispositions de l'article 3.2.4, présentées dans le PAC de novembre 2025, sont surlignées en jaune :

Concentration en mg/Nm ³	broyage		Chaudière 275	Extracteur				
	(125)	225		334 (superphosphate - IED)	331	337	490 (ensachage)	891
Poussières	10	10	-	25	25	10	10	10
NOx	-	-	500	500	500	-	-	-
SO ₂	-	-	300	300	300	-	-	-
HF	-	-	-	5	5	-	-	-
NH ₃	-	-	-	30	30	-	-	-

L'article 6.2.4 III de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (déclaration) est susceptible de fixer une valeur limite en concentration des rejets suivants pour les installations d'une puissance totale supérieure à 10 MW

- Chaudière Biomasse :
SO₂ : 200 mg/Nm³, NOx : 650 mg/Nm³, poussières : 50 mg/Nm³ et CO : 250 mg/Nm³
Dioxines et furanes: 0,1 ng I-TEQ/Nm³, COVnm : 50 mg/Nm³
- Chaudière gaz naturel, la puissance thermique totale étant supérieure à 20 MW :
NOx : 120 mg/Nm³ (à préciser par l'exploitant en fonction du renvoi de l'arrêté ministériel) et CO : 100 mg/Nm³.

L'article 27 de l'arrêté du 02/02/1998 définit les valeurs limites suivantes :

- Poussières : 100 mg/Nm³ lorsque le flux est inférieur ou égal à 1kg/h sinon 40 mg/Nm³,
- SO₂ : 300 mg/Nm³ lorsque le flux est supérieur à 25 kg/h,
- NOx : 500 mg/Nm³ lorsque le flux est supérieur à 25 kg/h,
- Chlorure d'hydrogène et autres composés inorganiques gazeux du chlore (exprimés en HCl) : 50 mg/m³, si le flux horaire est supérieur à 1 kg/h,
- Fluor et composés : 5 mg/Nm³ pour les composés gazeux et pour l'ensemble des vésicules et particules lorsque le flux est supérieur à 5 g/h,
- COVNM : 110 mg/Nm³ Si le flux horaire total dépasse 2 kg/h,
- Cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) (sous forme solide et gazeuse) : 0,05 mg/Nm³ par métal et de 0,1 mg/Nm³ pour la somme des métaux, si le flux horaire total de cadmium, mercure et thallium, et de leurs composés dépasse 1 g/h,
- Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) : 1 mg/Nm³ si le flux horaire total d'arsenic,

- sélénium et tellure, et de leurs composés, dépasse 5 g/h,
- Plomb : 1 mg/Nm³ si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 10 g/h,
- Antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V) et zinc (Zn) : 5 mg/m³ si le flux horaire total d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse (*), nickel, vanadium, zinc (*) et de leurs composés dépasse 25 g/h,
- Ammoniac : 50 mg/Nm³ lorsque le flux est supérieur à 100 g/h.

L'émissaire 334 est susceptible d'être réglementé par cet article. Il convient de faire l'analyse des MTD du BREF LVIC-AAF – Chimie inorganique, ammoniac, acides et engrais d'août 2007 pour définir les valeurs limites applicables les plus contraignantes.

En fonction des éléments transmis par l'exploitant en réponse aux points de contrôle précédents, l'émissaire 331 relatif au Sécheur pourrait également être concerné par l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et le BREF LVIC-AAF ; L'analyse devra également porter sur cet émissaire.

L'article 41 de l'arrêté du 26 novembre 2012 concernant les installations de broyage et d'ensilage de produits minéraux fixe une valeur limite en concentration des rejets de poussières à 50 mg/Nm³.

Article 3.2.5

Les modifications apportées aux dispositions de l'article 3.2.5, présentées dans le PAC de novembre 2025, sont surlignées en jaune :

Flux en kg/h	Extracteurs		Chaudière 275	Extracteurs				
	125	225		334	331	337	490	891
Poussières	0,12	0,09	-	0,75	5	0,8	0,15	0,14
NOx	-	-	1,75	15	100	-	-	-
SO ₂	-	-	1,05	9	60	-	-	-
HF	-	-	-	0,15	1	-	-	-
NH ₃	-	-	-	0,9	6	-	-	-

Ce tableau devra éventuellement être complété pour tenir compte des demandes formulées à l'exploitant.

Demande formulée à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de compléter le tableau de l'article 3.2.2 en précisant :

1. le ou les installations et conduits (extracteurs) dans lesquels transitent les gaz de combustion de la chaudière biomasse et du brûleur gaz de secours transitant dans les séchoirs utilisés dans le procédé de fabrication des engrais relevant de la rubrique 3430 ;
2. le ou les installations et conduits (extracteurs) reliés aux installations de broyage, concassage, criblage, ensilage des produits minéraux relevant de la rubrique 2515-1-a ;
3. Procéder à une analyse des dispositions réglementaires (arrêtés ministériel du 02/02/98 et du 3/08/2018 déclaration) applicables à la chaudière biomasse et brûleur gaz de secours fonctionnant seuls sans séchoir et chaudière gaz.

En application de l'article L. 512-7-3 l'exploitant analyse et justifie, compte-tenu des circonstances

locales, les éventuelles demandes d'aménagement aux prescriptions générales des arrêtés ministériel du 3 août 2018 et du 26 novembre 2012.

Il est demandé de compléter le tableau de l'article 3.2.3 en précisant les différents conduits des 3 appareils de combustion exploités sur le site : chaudière biomasse, chaudière gaz et brûleur gaz.

Il est demandé à l'exploitant de justifier les valeurs limites du tableau de l'article 3.2.4, en application des dispositions réglementaires opposables et des meilleures technologies disponibles, en particulier :

- en ce qui concerne la « chaudière 275 » dont les seuils ne correspondent pas aux valeurs de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 ;
- en ce qui concerne le conduit 331 justifier les valeurs limites applicables en application de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 et au regard des meilleures technologies disponibles (BREF LVIC-AAF) ;
- en ce qui concerne le conduit 334 justifier les valeurs limites applicables au regard des meilleures technologies disponibles (BREF LVIC-AAF) ;
- en ce qui concerne les conduits 125, 225, 337, 490 et 891 confirmer l'application [a minima](#) de l'arrêté du 26 novembre 2012 [et justifier les valeurs limites applicables au regard des meilleures technologies disponibles \(BREF LVIC-AAF\).](#)

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalité d'exercice et contenu de l'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/05/2010, article 9.2.1							
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance des émissions atmosphériques							
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses installations. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé, sous sa responsabilité, dans les conditions fixées ci-après :							
Fréquence des contrôles	Extracteur 125	Extracteur 225	Extracteur 334	Extracteur 331	Extracteur 337	Extracteur 490	Chaudière 275
Débit	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	annuelle
O ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle
CO ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle
Poussières	Trimestrielle	Trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	Trimestrielle	Trimestrielle	annuelle
NOx	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle
SO ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle
HF	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle
NH ₃	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	annuelle

Constats :
 Les modifications apportées aux dispositions de l'article 9.2.1, présentées dans le PAC de novembre 2025, sont les surlignées en jaune :

Fréquence des contrôles	Extracteur 125	Extracteur 225	Extracteur 334	Extracteur 331	Extracteur 337	Extracteur 490	Extracteur 891	Chaudière 275
Débit	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	annuelle
O ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	!	annuelle
CO ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	!	annuelle
Poussières	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	trimestrielle	annuelle
NOx	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	!	annuelle
SO ₂	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	!	annuelle

HF	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	-	annuelle
NH ₃	-	-	trimestrielle	trimestrielle	-	-	-	annuelle

Ce tableau devra éventuellement être complété pour tenir compte des demandes formulées à l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant :

- justifie le programme de surveillance des émissions par rapport aux observations formulées aux points 2 et 4 précédents ;
- précise les mesures mises en œuvre dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières prévue à l'article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012.
- justifie des cas annuels d'utilisation de la chaudière biomasse ou du brûleur gaz de secours et notamment s'ils fonctionnent moins de 500 heures par an. A cet effet il transmet à l'inspection un bilan annuel des heures de fonctionnement sur les 3 dernières années.

Type de suites proposées : Sans suite